



**Cour
des Comptes**

**CHAMBRE DES AFFAIRES
BUDGETAIRES ET FINANCIERES**

N° 04-23

09/02/23

**VERIFICATION DE LA COMPTABILISATION DES
RECETTES ISSUES DES INDUSTRIES EXTRACTIVES.
GESTION 2021**

Rapporteurs :

M. Thierno Idrissa Arona DIA, Conseiller maître
M. Jean Christophe DIATTA, Conseiller

Assistants de vérification :

Madame Yague Ndoye NIANG
Monsieur Towall Amrou SOW
Monsieur Pape Ma FALL

Rapport définitif

Février 2023

f
4

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	2
AVERTISSEMENT	3
DELIBERE	4
INTRODUCTION	5
I. CADRE D'INTERVENTION DE LA COUR.....	6
1.1. Responsabilités de la Cour et des administrations assujetties	6
1.2. Objectifs et étendue de l'audit.....	7
1.3. Méthodologie de l'audit.....	8
1.4. Cadre juridique du secteur de conciliation	8
II. RESULTATS DES TRAVAUX DE VERIFICATION ET DE RECONCILIATION	9
2.1. Vérification des déclarations de la DGID.....	9
2.2. Vérification des déclarations de la DMG	13
2.3. Vérification des déclarations de la DEEC	14
2.4. Vérification des déclarations de la DEFCCS.....	15
2.5. Vérification des recettes minières et pétrolières liquidées par la DGD et recouvrées par le Percepteur de Dakar-Port.....	16
2.6. Vérification des déclarations de recettes de la DGCPT	18
III. CONCLUSIONS.....	22

SIGLES ET ABREVIATIONS

- AFPS** : Autres Flux de Paiements significatifs
- CFCE** : Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur
- CN-ITIE** : Comité national - Initiative pour la Transparence des Industries extractives
- CSMC** : Contribution spéciale sur les Produits des Mines et des Carrières
- DEEC** : Direction de l'Environnement et des Etablissements classés
- DEFCCS** : Direction des Eaux, Forêts, Chasse et Conservations des Sols
- DGCPT** : Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor
- DGD** : Direction générale des Douanes
- DGE** : Direction des grandes Entreprises
- DGID** : Direction générale des Impôts et des Domaines
- DMG** : Direction des Mines et de la Géologie
- IE** : Industries extractives
- IR** : Impôt sur le revenu
- INTOSAI** : Organisation internationale des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques
- ITIE** : Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives
- MFB** : Ministère des Finances et du Budget
- PCC** : Prélèvement communautaire CEDEAO
- PCS** : Prélèvement communautaire Solidarité
- PROMAD** : Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes
- RGT** : Receveur général du Trésor / Recette générale du Trésor
- TRIMF** : Taxe représentative de l'Impôt du Minimum fiscal
- TVA** : Taxe sur la Valeur ajoutée
- TPR** : Trésorier Payeur régional / Trésorerie Paiement régionale

AVERTISSEMENT

Conformément au mandat qui lui est conféré par la loi et en application de la Convention signée avec le Comité National ITIE, la Cour des Comptes, pour les besoins du rapport national annuel ITIE, est chargée de réconcilier les paiements déclarés par les régies financières avec les comptabilités des comptables assignataires afin de s'assurer de leur exhaustivité et de leur fiabilité.

Le présent rapport définitif est issu de la procédure écrite et contradictoire prévue par les dispositions de l'alinéa premier de l'article 64 de la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 sur la Cour des comptes.

Les développements qui y figurent ont tenu compte, quand il y avait lieu, des réponses produites dans les délais par les personnes destinataires des observations contenues dans le rapport provisoire.

Pour la gestion 2021, toutes les régies ont fait parvenir leurs déclarations signées.

Le rapport définitif est strictement confidentiel et ne saurait être communiqué à des destinataires autres que ceux choisis par la Cour des Comptes.

DELIBERE

Le présent rapport définitif est établi en application des dispositions des articles 3, 4, 8, 22, 30, 49, 64 et 65 de la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 sur la Cour des Comptes.

Il est arrêté, conformément aux dispositions des articles 7, 14, 15, 16 et 17 du décret n°2013-1449 du 13 novembre 2013 fixant les modalités d'application de ladite loi organique, par la Chambre des Affaires budgétaires et financières en sa séance non publique du 17 décembre 2021.

Etaient présents :

M. Babacar BAKHOUM, Conseiller maître, président de séance ;
M. Mamadou DJITE, Conseiller maître ;
M. Thierno Idrissa Arona DIA, Conseiller maître, Rapporteur
Mme Khady NDAO, Conseillère référendaire
M. Abdoulaye SECK, Conseiller ;
M. Oumar KA, Conseiller
M. Cheikh GOUMBALA, Conseiller ;
M. Ibrahima GAYE, Conseiller ;
M. Massamba DIENG, Conseiller

Avec l'assistance de Maître Malick Mangor NDONG, Greffier.

INTRODUCTION

- **Contexte**

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (ITIE) est une norme internationale qui vise à améliorer la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des revenus tirés des ressources extractives. Elle promeut la mise à la disposition du public, de toutes informations relatives aux versements effectués par les sociétés minières, pétrolières et gazières.

Le Sénégal a été admis comme pays de mise en œuvre depuis octobre 2013. Cette admission met à sa charge un certain nombre d'obligations dont la divulgation à un public large de tous les revenus significatifs perçus par les gouvernements, les entreprises pétrolières, gazières et minières et la réalisation d'audits indépendants et crédibles, conformément aux normes internationales applicables en la matière.

Pour répondre à cette exigence, le Comité national ITIE (CN-ITIE), créé par décret n°2013-881 du 20 juin 2013, a désigné un expert indépendant pour la conciliation des données sur les industries extractives en signant un protocole d'accord le 28 juillet 2016 avec la Cour des Comptes, renouvelé le 20 juin 2017 et complété par l'acte additionnel du 20 août 2018.

- **Mandat**

L'intervention de la Cour dans le processus d'élaboration du rapport national ITIE a pour fondement l'article 30 de la loi organique n°2012-23 du 27 décembre 2012 sur la Cour des comptes et le protocole d'accord que la juridiction financière a signé avec le comité national ITIE.

L'alinéa 2 de l'article 30 de la loi organique sus visée dispose que « *la Cour contrôle la régularité et la sincérité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques (...)* » ; de même, en vertu du protocole d'accord signé avec le comité national ITIE, la Cour est chargée de la vérification des déclarations des paiements reçus par les administrations intervenant dans la collecte des revenus issus du secteur extractif.

Ainsi, par ordonnance n°07/022/CC/CABF/G du 29 mars 2022 du Président de la Chambre des Affaires budgétaires et financières (CABF), **Monsieur Thierno Idrissa Arona DIA** est désigné, pour rapporter le dossier de vérification de la comptabilisation des recettes issues des industries extractives au titre de la gestion 2021. Il est assisté de **Monsieur Jean Christophe DIATTA, conseiller**, de **Madame Yague NDOYE NIANG**, **Messieurs Towall Amrou SOW et Pape Ma FALL**, assistants de vérification.

- **Plan du rapport**

Le présent rapport traite du cadre d'intervention de la Cour, des résultats des rapprochements et des conclusions issues des travaux.

I. CADRE D'INTERVENTION DE LA COUR

Le périmètre de conciliation concerné par la collecte des revenus issus du secteur extractif couvert par la présente vérification comprend les administrations suivantes :

- la Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID) ;
- la Direction générale des Douanes (DGD) ;
- la Direction des Mines et de la Géologie (DMG) ;
- la Direction de l'Environnement et des Etablissements classés (DEEC) ;
- la Direction des Eaux et Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols (DEFCCS) ;
- la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT).

La Cour procède au rapprochement des encaissements de recettes du secteur extractif avec ceux enregistrés dans le Compte général de la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor Public (DGCPT) afin d'obtenir une assurance raisonnable selon laquelle les paiements des entreprises extractives tels que figurant dans les déclarations de ces administrations, sont fidèlement retracés dans les comptes du Trésor public.

1.1. Responsabilités des administrations assujetties et de la Cour

1.1.1. Responsabilité des administrations assujetties

Conformément aux règles relatives à la comptabilité publique, les administrations de collecte des revenus issus du secteur extractif, à savoir la DMG, la DGID, la DGD, la DGCPT, la DEEC et la DEFCCS, après liquidation et recouvrement, reversent les recettes au Trésor public. Elles sont, chacune, responsables de l'établissement et de la présentation des déclarations de versement des sociétés pétrolières ou minières effectuées au profit de l'Etat ou de tout autre organisme public. A cet effet, elles préparent les comptes complets relatifs aux recettes, produisent un état des paiements suivant un modèle commun et procèdent à des déclarations unilatérales tout en s'assurant que celles-ci ne comportent pas d'anomalies significatives résultant de fraudes, de doublons ou d'erreurs.

Les déclarations sont transmises à la Cour accompagnées des états détaillés des paiements arrêtés au 31 décembre de l'exercice concerné, par société et par nature de recette, ainsi que d'autres pièces justificatives produites par les comptables principaux de l'Etat.

1.1.2. Responsabilité de la Cour

Aux termes de la Convention signée avec le CN-ITIE, la Cour a la responsabilité de formuler, en toute indépendance, une conclusion sur la fiabilité et l'exhaustivité des paiements tels qu'ils résultent de la comptabilité du Trésor public.

1.2. Objectifs et étendue de l'audit

• **Objectifs**

L'objectif général de l'audit de la Cour est de s'assurer que les recettes issues des industries extractives retenues dans le périmètre de réconciliation défini par le CN-ITIE sont, dans tous leurs aspects significatifs, fidèlement comptabilisées dans les comptes du Trésor public.

De manière spécifique, il s'agit, pour la gestion 2021, de :

- vérifier si chacune des régies concernées a déclaré l'intégralité des recettes encaissées ;
- s'assurer que les situations décrites dans les déclarations ne comportent pas d'anomalies significatives ;
- s'assurer que le système d'information comptable du Trésor retrace fidèlement les recettes perçues par l'Etat.

• **Etendue**

L'attestation fournie par la Cour couvre l'ensemble des flux jugés significatifs sur la base des critères ITIE arrêtés par le CN-ITIE qui constitue le périmètre de conciliation. Les administrations composant ce périmètre de conciliation sont celles retenues par l'article 2 du protocole d'accord du 14 juillet 2016, signé entre la Cour et le CN-ITIE. Il s'agit de la DGID, la DGD et la DMG dont les encaissements sont rapprochés avec ceux figurant dans les balances de comptes principaux du Trésor (RGT et TPR).

A ces administrations, s'ajoutent la DEEC et la DEFCCS qui ont été intégrées au périmètre conformément à l'acte additionnel du 08 août 2018 audit protocole d'accord.

Les recettes devant faire l'objet d'une conciliation sont déterminées annuellement par les instructions du CN-ITIE pour la préparation des déclarations.

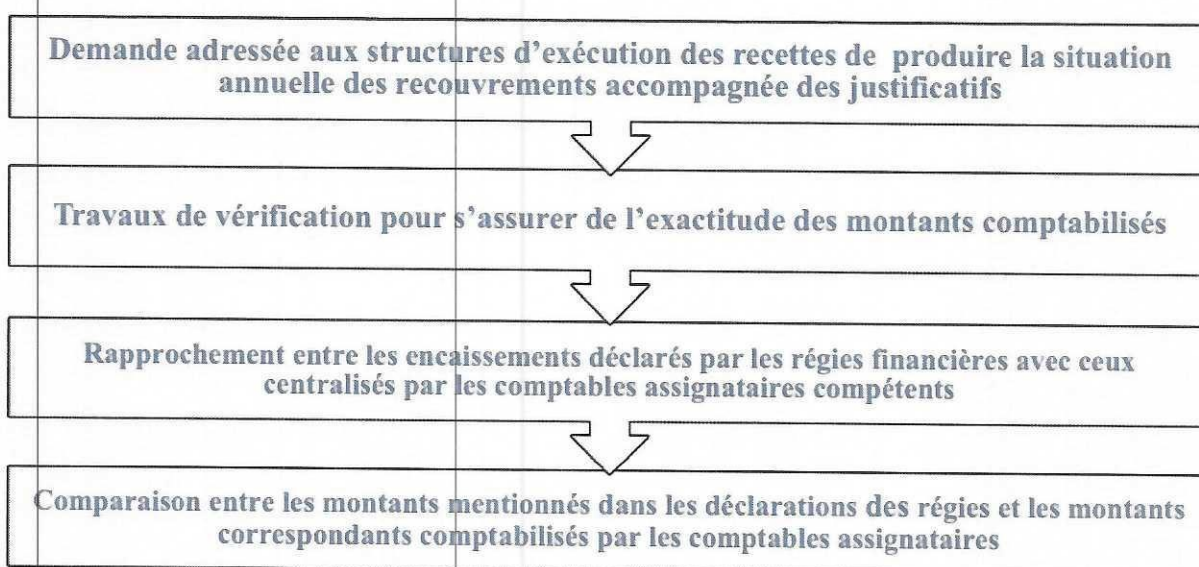
Il importe de souligner que les montants attestés par la Cour sont, dans un processus ultérieur, rapprochés par l'Administrateur indépendant, avec les montants comptabilisés par les compagnies minières et pétrolières. Ce dernier procède à la formulation d'une opinion sur le caractère exhaustif des données.

1.3. Méthodologie de l'audit

La Cour a effectué ses travaux d'instruction en se conformant aux procédures édictées par les textes régissant son organisation et son fonctionnement, aux exigences et principes de l'ITIE, et sur la base des normes pertinentes de l'INTOSAI relatives aux audits financiers et de conformité.

Le schéma n°1 suivant présente la démarche méthodologique portant sur les travaux d'instruction.

Schéma n°1 : Démarche méthodologique



1.4. Cadre juridique du secteur de conciliation

Le cadre juridique du secteur de conciliation est composé des principaux textes présentés figurant au schéma n°2 suivant :

Schéma n°2 : Cadre juridique du secteur de la conciliation

CADRE LÉGISLATIF

- loi n°2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'Environnement
- loi n°2012-31 du 31 décembre 2012 portant Code général des Impôts, modifié
- loi n°2014-10 du 28 février 2014 portant Code des Douanes
- loi n°2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier
- loi n°2018-25 du 12 novembre 2018 portant Code forestier
- loi n°2019-03 du 1^{er} février 2019 portant Code pétrolier

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- décret n° 2020-978 du 23 avril 2020 portant Règlement général sur la Comptabilité publique
- décret n° 2020-1019 du 06 mai 2020 portant Plan comptable de l'Etat
- décret n° 2013-881 du 20 juin 2013 portant création, organisation et fonctionnement du Comité national de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives
- décret n°2017-459 du 20 mars 2017 fixant les modalités d'application de la loi n°2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier

II. RESULTATS DES TRAVAUX DE VERIFICATION ET DE RECONCILIATION

Les diligences opérées par la Cour ont consisté à rapprocher les versements de recettes opérés par la DGID, la DMG, la DEEC, la DEFCCS, la Perception de Dakar-Port, aux flux de recettes comptabilisés par les TPR et la RGT.

Pour la gestion 2021, l'ensemble des déclarations des régies financières reçues par la Cour correspond à un montant total de **224 342 434 546 F CFA**. La situation détaillée figure en annexe.

Par ailleurs, la Cour a procédé au rapprochement entre les données des formulaires transmis par les administrations de collecte et celles figurant dans le portail Fusion, une plateforme pour la centralisation périodique des données sur les flux financiers collectés par les administrations publiques.

2.1. Vérification des déclarations de la DGID

Le schéma n°3 qui suit présente les paiements de recettes déclarées par la DGID au titre de la gestion 2021.

Schéma n°3 : Recettes dont les paiements sont déclarés par la DGID en 2021

Paiement de recettes déclarées par la DGID au titre de la gestion 2021:

- taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- retenues à la source sur salaires (IR, TRIMF, CFCE)
- redressements fiscaux
- impôt sur les sociétés
- impôts sur les sociétés (bénéfices non pétroliers/miniers) ;
- retenue à la source sur bénéfice non commercial
- contribution spéciale sur les produits des mines et des carrières (CSMC)
- retenue à la source sur sommes versées à des tiers
- TVA précomptée
- impôt minimum forfaitaire
- surtaxe foncière
- bonus
- impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)
- frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation (revenus du domaine minier)
- taxe sur le ciment
- taxe spéciale sur le ciment
- autres flux de paiements significatifs (AFPS)

Le tableau n°1 suivant fait ressortir la situation des recettes minières et pétrolières encaissées par la DGID.

Tableau n°1 : Situation des recettes déclarées par la DGID pour la gestion 2021

En F CFA

Entreprises déclarantes	CSMC	Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation	IRVM	IS	Redressements Fiscaux	Ret. à la source sur bénéfice sociale	ret. Sourc Sommes versées 1/3	Retenues à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE)	Taxe Spéciale sur le Ciment	Taxe sur le Ciment	TVA	TVA precomptée	AFPS	Total general
Sociétés minières														
African Investment Group SA – AIG	-	-	-	-	3 000 000	-	192 891	-	-	-	-	-	-	3 192 891
Aqem Senegal Exploration SUARL – AGEM	-	-	1 671 333	-	-	1 022 438	2 003 417	313 156 410	-	-	-	-	-	317 853 598
BARRICK GOLD SENEGAL EX RANGOLD RESOURCES SENEGAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ciments du Sahel- CDS	-	-	17 831 325	-	2 510 627 157	-	4 405 854	1 611 654 224	2 071 825 500	3 549 000 940	3 777 371 395	-	-	14 442 716 395
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières - COGECA	363 390 654	-	10 979 924	-	-	84 697 169	10 723 717	265 264 171	-	-	151 069 251	-	588 010 833	1 474 135 719
Dangote Industrie Senegal SA – DANGOTE	-	121 665 459	29 461 558	-	-	105 559 500	1 866 074	979 746 850	3 707 621 730	2 471 747 820	6 025 713 415	-	-	13 443 382 406
GECAMINES	-	603 345 617	33 724 209	-	-	135 149 692	5 149 788	187 486 578	-	-	456 441 836	-	1 300 000	2 210 656 239
G-PHOS SA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grande Côte Operations – GCO	-	6 320 347 463	37 612 363	-	2 550 000 000	640 827 501	4 220 600	5 308 315 903	-	-	3 649 643	-	-	14 865 173 473
I A M GOLD BOTO SA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries Chimiques du Senegal – ICS	-	-	-	-	5 002 699 789	-	76 701 704	3 087 557 825	-	-	462 302 971	-	-	8 629 262 289
Petowal Mining Company SA – PMC	-	4 882 935 942	3 601 523 810	-	5 000 000 000	313 859 540	2 289 333	2 947 069 880	-	-	-	-	-	16 747 678 505
Sabadola Gold Operations – SGO	-	7 599 233 004	832 486 737	-	-	739 979 589	32 560 008	5 218 229 482	-	-	101 736 910	-	165 139 585	18 900 374 964
Sabadola Mining Company – SMC	-	-	-	-	-	-	-	207 199 797	-	-	-	-	-	207 199 797
Seiphos Senegal SA – SEPHOS	-	-	6 289 204	-	7 500 000	3 333 350	5 973 501	40 448 056	-	-	-	-	-	63 544 111
Société de Commercialisation du Ciment – SOCOCIM	-	88 212 674	6 815 140	-	53 505 423	-	76 857 486	1 714 553 826	8 806 356 825	5 883 634 011	20 028 476 999	130 745 350	-	36 789 157 734
Société des Mines de Fer du Senegal Oriental – MIFERSO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Société Minière de la Vallée du Fleuve Senegal – SOMIVA	-	-	28 614 018	-	-	114 010 506	2 401 480	406 314 030	-	-	-	-	-	551 340 034
Société pour le Développement de l'Industrie, du tourisme et de l'habitat au Senegal – SODEVIT	-	-	-	5 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Société Sénégalaise des Phosphates de Thies – SSPT	-	62 400	-	39 602 428	-	-	7 611 738	80 923 472	-	-	84 212 829	-	-	212 412 867
SORED MINES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TALIX MINES SARL EX TETA CAR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Sociétés minières	363 390 654	19 616 002 559	4 607 009 621	5 043 670 596	15 127 332 369	2 138 439 285	232 957 591	22 367 920 504	15 485 804 055	11 904 382 771	31 090 975 249	130 745 350	754 450 418	128 863 081 022
Sociétés pétrolières														
BP Senegal Investments Limited	-	-	-	-	2 000 000 000	101 922 734	30 914 195	1 171 002 281	-	-	-	-	-	3 303 839 210
Forresa International Senegal	-	44 123 830	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44 123 830
Kosmos Energy Senegal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oranto Petroleum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Société des pétroles du Senegal – PETROSEN	-	-	4 269 271	-	764 076 428	238 271	1 186 490	214 119 324	-	-	104 009 005	24 745 261	-	1 112 644 050
TOTAL E&P Senegal	-	-	-	-	-	16 527 737	750 000	60 712 964	-	-	-	-	900 000	78 890 701
Woodside Energy Senegal	-	-	-	-	-	3 637 592 907	2 117 930	1 965 021 683	-	-	-	-	-	5 604 732 520
Total Sociétés pétrolières	-	44 123 830	4 269 271	-	2 764 076 428	3 756 281 649	34 968 615	3 410 856 252	-	-	104 009 005	24 745 261	900 000	10 144 230 311
Déclarations unilatérales	-	79 871 862	619 133	80 661 856	9 678 455 681	-	4 384 208	173 749 639	-	-	293 123 704	-	1 000 000	10 311 866 083
Total general	363 390 654	19 739 998 251	4 611 898 025	5 124 332 452	27 569 864 478	5 894 720 934	272 310 414	25 952 526 395	15 485 804 055	11 904 382 771	31 488 107 958	155 990 611	756 350 418	149 319 177 416

Il ressort du tableau n°1 ci-dessus que les recettes payées par les entreprises minières et pétrolières et déclarées par la DGID au titre de la gestion 2021 s'établissent à **149 319 177 416 F CFA**, soit 66,56% du total des recettes d'un montant total de **224 342 434 546 F CFA**.

Une vérification des déclarations de la DGID et celles figurant dans le portail Fusion a fait ressortir une concordance entre les données.

La Cour note cependant que la comptabilité de la RGT ne permet pas de distinguer les recettes extractives des autres types de recettes, du fait que les versements reçus de la DGID n'indiquent que les montants par nature de recette, tel qu'il ressort du plan comptable de l'Etat (PCE). En effet, dans le PCE, à l'exception de la contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC) et la taxe spéciale sur le ciment, il n'existe pas de comptes budgétaires spécifiques destinés à retracer les recettes extractives provenant des divers impôts et taxes recouvrées par la DGID.

Le DGCPT, dans sa réponse, indique que, pour pallier cette insuffisance, les autres types de recettes extractives, ont fait l'objet de codification dans le plan comptable de l'Etat par des sous comptes désagrégés, tant pour les recettes ITIE recouvrées par la DGID que par les autres régies, conformément aux circulaires n° 23/MFB/DGCPT/DCP du 28 avril 2021 relative à l'imputation des recettes ITIE recouvrées par la DGID et n°30/MFB/DGCPT/DCP du 21 mai 2021 relative à la codification des recettes ITE recouvrées par les autres régies.

La Cour relève, cependant, que les comptes d'imputation des recettes relatives à l'IRVM, l'IS, les redressements fiscaux, les retenues à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE) et la TVA indiqués dans la circulaire n° 23/MFB/DGCPT/DCP du 28 avril 2021 ne permettent toujours pas de distinguer, dans la comptabilité, la partie de ces recettes tirées des industries extractives de celles payées par les contribuables évoluant hors du secteur extractif. Par conséquent, il convient de considérer que le montant de 149 318 655 416 F CFA déclaré par la DGID est confondu dans la masse globale des recettes comptabilisées par la RGT.

Concernant la circulaire n°30/MFB/DGCPT/DCP du 21 mai 2021 sur la codification des comptes dédiées aux recettes ITIE recouvrées par les services des mines et de la géologie ou par les services des eaux et forêts, la DGCPT informe de la création, dans le plan comptable de l'Etat des sous comptes destinés au suivi desdites recettes.

Cependant, la Cour constate que malgré la création de ces sous comptes dans le plan comptable de l'Etat, il subsiste des écarts entre les revenus déclarés par les régies susmentionnées et la balance consolidée du Trésor tel qu'indiqué au tableau ci-dessous :

Tableau n°2 : Ecart entre la balance du Trésor et les déclarations des régies

N° compte	Nature recettes	Balance Trésor	Déclarations des régies	Ecart
7212044	Redevance minière	18 831 962 825	40 422 919 947	- 21 590 957 122
7212045	Droits fixe d'entrée	60 734 594	22 198 440	38 536 154
7212046	Redevance superficière	24 249 248 105	143 189 565	24 106 058 540
7212047	Taxe superficière	14 058 589	134 983 900	- 120 925 311
7212048	Taxe à la pollution	-	-	-
7212049	Autres revenus du domaine minier	50 124 500		50 124 500

2.2. Vérification des déclarations de la DMG

Les recettes déclarées par la DMG pour la gestion 2021 sont indiqués par le schéma n°4 suivant :

Schéma n°4 : Recettes déclarées par la DMG

Recettes déclarées par la DMG au titre de la gestion 2021:	redevance minière
	appui institutionnel
	droits d'entrée fixes
	redevance superficière
	bonus y compris le bonus sur réserve supplémentaire
	taxe d'extraction

Le tableau n°3 suivant fait ressortir la situation des recettes minières et pétrolières encaissées par la DMG.

Tableau n°3 : Situation des recettes déclarées par la DMG pour la gestion 2021*En F CFA*

Entreprises déclarantes	Redevances Minières	Appui Institutionnel	Droits d'entrées/fixes	Redevance superficière	Taxe d'extraction	Total général
Sociétés minières						
African Investment Group SA - AIG	7 883 480	-	-	-	-	7 883 480
Agem Sénégal Exploration SUARL - AGEM	-	-	2 500 000	810 000	-	3 310 000
BARRICK GOLD SENEGAL EX RANGOLD RESOURCES SENEGAL	-	-	-	80 000 000	-	80 000 000
Ciments du Sahel- CDS	-	-	-	-	202 845 744	202 845 744
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières - COGECA	-	-	2 500 000	17 255 580	96 010 968	115 766 548
Dangote Industrie Sénégal SA - DANGOTE	94 390 318	-	-	-	-	94 390 318
GECAMINES	632 141 222	-	2 500 000	528 335	-	635 169 557
Grande Côte Opérations – GCO	6 571 767 656	29 498 525	-	-	-	6 601 266 181
I A M GOLD BOTO SA	-	29 086 015	-	37 000 000	-	66 086 015
Petowal Mining Company SA - PMC	8 704 331 223	166 923 900	-	-	-	8 871 255 123
Sabadola Gold Operations – SGO	23 613 814 526	381 674 925	2 000 000	-	24 500 000	24 021 989 451
Sabadola Mining Company – SMC	-	21 518 033	-	3 145 000	-	24 663 033
Sephos Senegal SA – SEPHOS	162 952 417	11 735 000	-	-	-	174 687 417
Société de Commercialisation du Ciment - SOCOCIM	193 846 793	-	-	-	-	193 846 793
Société Minière de la Vallée du Fleuve Sénégal - SOMIVA	370 971 830	-	-	-	-	370 971 830
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès - SSPT	-	-	-	62 400	-	62 400
TALIX MINES SARL EX TETA CAR	67 220 482	-	1 500 000	1 000 000	-	69 720 482
Baabab Mining and Chemical Corp SA BMCC	-	13 993 350	-	-	-	13 993 350
Total Sociétés minières	40 419 319 947	654 429 748	11 000 000	139 801 315	323 356 712	41 547 907 722
Déclarations unilatérales	3 600 000	-	11 198 440	3 388 250	120 691 997	138 878 687
Total général	40 422 919 947	654 429 748	22 198 440	143 189 565	444 048 709	41 686 786 409

Source : Déclaration ITIE de la Direction des Mines et de la Géologie 2021

Il ressort du tableau ci-dessus que les recettes minières encaissées par la DMG au titre de la gestion 2021 s'élèvent à 41 686 786 409 F CFA, soit 18,58% du total des recettes déclarées.

Une vérification des déclarations de la DMG et celles figurant dans le portail Fusion a fait ressortir une concordance entre les données.

2.3. Vérification des déclarations de la DEEC

Pour la gestion 2021, la DEEC a déclaré la taxe superficière et d'autres flux de paiements significatifs, tels que la taxe épreuve hydraulique payée par les sociétés qui exploitent les chaudières.

Il faut relever qu'à la DEEC, en dépit de l'Instruction de l'ITIE pour l'année 2021, les régisseurs de recettes n'ont pas fourni toutes les informations requises, notamment les sociétés ayant effectué les versements.

Le tableau n°3 qui suit retrace le détail des déclarations de paiement fournies par la DEEC.

Tableau n° 4 : Situation des recettes déclarées par la DEEC

En F CFA

Entreprises déclarantes	Taxe superficière	AFPS	Total général
SOMIVA	2 064 000	-	2 064 000
SABODALA GOLD OPERATIONS	102 506 250	-	102 506 250
SOCOCIM	9 413 650	-	9 413 650
ICS	-	960 000	960 000
DANGOTE CIMENT	21 000 000	-	21 000 000
Total Sociétés minières	134 983 900	960 000	135 943 900
Total général	134 983 900	960 000	135 943 900

Source : Déclaration ITIE DEEC année 2021

Les recettes versées par les sociétés minières à la DEEC s'élèvent à **135 943 900 FCFA**, soit 0,06% du total des recettes déclarées.

Une comparaison entre les données des déclarations de la DEEC et celles figurant dans le portail Fusion a fait ressortir une parfaite concordance.

La Cour constate, cependant, qu'un montant de 2 064 000 FCFA, représentant la taxe superficière, a été payé par la SOMIVA par chèque n° 1028200 du 23 février 2022 alors qu'il est comptabilisé au titre de la gestion 2021.

Pourtant, selon l'instruction du CN-ITIE, les montants à inscrire sur le formulaire doivent correspondre strictement à des flux de paiement ou des contributions intervenus durant l'année. La date à prendre en considération est celle qui correspond normalement à la date mentionnée sur la quittance.

Recommandation n°1 :

La Cour demande au Ministre de l'Environnement et du Développement durable de veiller à ce que les formulaires de déclaration ITIE soient bien renseignés, indiquant la nature des impôts, taxes ou autres droits versés, leur montant et la partie versante dans les états de versement.

2.4. Vérification des déclarations de la DEFCCS

Pour la gestion 2021, la DEFCCS a déclaré le paiement des recettes suivantes :

- Taxe d'abattement ;
- Appui institutionnel (fond d'appui ministère de l'Environnement) ;
- Autres flux de paiements significatifs (AFPS).

Le tableau n°5 qui suit retrace le détail des déclarations de paiement fournies par la DEFCCS.

Tableau n°5 : Situation des recettes déclarées par la DEFCCS

En F CFA

	Taxe d'abattement	Appui Institutionnel (Fonds d'appui Min Env)	Total général
Sociétés minières			
African Investment Group SA – AIG	3 500 000	-	3 500 000
Agem Sénégal Exploration SUARL – AGEM	190 000	4 600 000	4 790 000
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières - COGECA	-	13 000 000	13 000 000

I A M GOLD BOTO SA	3 150 000	52 036 200	55 186 200
Sabadola Gold Operations – SGO	-	244 113 282	244 113 282
Sabadola Mining Company – SMC	54 247 396	-	54 247 396
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès - SSPT	-	12 572 000	12 572 000
Total Sociétés minières	61 087 396	326 321 482	387 408 878
Déclarations unilatérales	27 126 500	121 010 000	148 136 500
Total général	88 213 896	447 331 482	535 545 378

Source : Déclaration ITIE DEFCCS année 2021

Le tableau ci-dessus montre que les recettes versées par les sociétés minières à la DEFCCS s'élèvent à 535 545 378 F CFA, soit 0,24% du total des recettes déclarées.

Une comparaison entre les données des déclarations de la DEFCCS et celles figurant dans le portail Fusion a fait ressortir une parfaite concordance.

2.5. Vérification des recettes minières et pétrolières liquidées par la DGD et recouvrées par le Percepteur de Dakar-Port

En 2021, les déclarations de paiement des recettes issues des industries extractives recouvrées par le Percepteur de Dakar-port concernent les taxes figurant au schéma n°5 suivant :

Schéma n°5 : Liste des recettes déclarées par le Percepteur de Dakar-Port

Recettes issues des IE déclarées par le Percepteur de DKR-PORT au titre de la gestion 2021:
•prélèvement communautaire de solidarité UEMOA (PCS)
•prélèvement COSEC
•prélèvement communautaire CEDEAO (PCC)
•redevance statistique (RS)
•droits de douane
•taxe d'enregistrement de véhicule (TEV)
•taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
•droits d'accises sur les véhicules
•intérêts de retard ;
•taxe acompte BIC ;
•taxe intérieure ;
•droits d'accises sur les sachets plastiques ;
•prélèvement PROMAD ;
•amendes et pénalités ;
•autres flux de paiement significatifs (AFPS).

Le tableau n° 6 qui suit retrace la situation des recettes minières et pétrolières liquidées par la DGD et recouvrées par le Trésor

Tableau n°6 : Situation des recettes minières et pétrolières liquidées par la DGD et recouvrées par le Percepteur de Dakar Port gestion 2021

En FCFA

Entreprises déclarantes	PRELEV.COM MINAUTAIRE. SOLID.	PRELEVEMENT COSEC	PRELEVEMENT COMUNAUTAIRE CEDEAO	REDEVANCE STATISTIQUE	DROIT DE DOUANE	PRELEVEMENT PROMAD	TAXE ENREGISTREMENT VEHICULES DE moins 13 CH	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	DROITS D'ACCISES VEHICULES	INTERETS DE RETARD	TAXE ACOMPT E BIC	TAXE ENREGISTREMENT VEHICULES DE PLUS DE 13 CH	TAXE INTERIEURE	DROITS D'ACCISES SUR LES SACHETS PLASTIQUES	Total général
Sociétés minières															
AGEM SENEGAL-EXPLO RATION SUARL DAKAR	29 395	-	18 372	36 744	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84 511
CEMENT SN SA DANGOTE RUE DAKAR	163 692 993	78 599 238	101 612 091	204 616 220	1 611 014 935	29 014 932	9 547 657	4 051 180 207	-	9 054 544	281 804	-	4 035 992	1 000	6 262 651 613
COGECARTE DIAMAGUENE DAKAR	7 253 381	3 480 151	4 533 363	9 066 728	69 005 157	6 391 262	-	177 254 089	-	-	-	-	-	-	276 984 131
GECAMINES SA CITE THIES	15 883 674	6 971 982	9 927 284	19 854 593	105 377 039	20 161 896	-	301 423 410	-	-	-	-	84 911	-	479 684 789
G-PHOS SAU DAKAR	73 328	-	45 830	91 660	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	210 818
GRANDE COTE OPERATIONS NGOR DAKAR	63 468 623	24 895	39 667 903	79 695 098	6 240 895	238 533	191 707	12 428 865	-	604 484	-	-	-	-	202 651 003
PETOWAL MINING SA COMPANY ZONE NGOR-ALMADIES DAKAR	55 481 612	253 725	34 689 412	69 541 435	27 559 528	4 952 768	275 609	41 638 419	-	557 685	876 512	-	1 527 863	5 000	237 349 568
SABODALA GOLD OPERATIONS ALMADIE DAKAR	44 056 389	3 111 253	27 535 236	55 070 493	284 157 932	23 458 459	2 184 077	143 977 103	12 389 369	5 043 458	-	585 460	-	-	601 569 229
SEPHOS SENEGAL SA RUE DAKAR	72 717	29 560	45 449	90 898	-	221 699	-	-	-	-	-	-	-	-	460 323
SOCOCIMRUE DAKAR	418 145 381	74 398 886	261 012 245	522 638 802	1 917 744 257	139 325 878	-	3 829 903 264	-	-	-	-	-	-	7 163 168 713
SOREDMINES YOFF DAKAR	5 469 304	80 724	3 418 318	6 836 636	81 360	24 408	-	162 558	-	-	-	-	-	-	16 073 308
STE CEMENTS DU SAHEL RTE DAKAR	323 007 311	161 181 528	201 905 810	403 759 141	4 780 271 883	524 884 500	439 200	8 185 925 406	1 463 994	-	20 548	-	-	-	14 582 859 321
STE MINI V F SEN SA BLD POINT F DAKAR	13 989 662	-	8 743 545	17 487 082	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40 220 289
STE SOCOCIMRTE 55 PLATEAU DAKAR	339 071	-	211 920	423 839	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	974 830
Total Sociétés minières	1 110 962 841	328 131 942	693 366 778	1 389 209 369	8 801 452 986	748 674 335	12 638 250	16 743 883 321	13 853 363	15 350 171	1 178 864	585 460	5 648 766	6 000	29 864 942 446
Sociétés pétrolières															
ENERGIE WOODSIDE DAKAR	307 573 152	8 319	192 233 216	384 466 449	462 817	-	-	631 837	-	-	75 493	-	-	-	885 451 283
FORTESA INTERNATIONAL D.C AVE DAKAR	642 684	-	401 676	803 356	207 436	644 372	-	483 288	-	174 569	-	-	-	-	3 357 381
LIMITED BP SENEGAL ORT DAKAR	85 648	158 767	53 529	107 060	1 446 734	84 119	-	1 992 241	-	-	305 818	-	5 728	-	4 239 644
PETROSEN AVE PLATEAU DAKAR	78 049	-	48 781	97 562	1 951 242	-	354 150	2 337 393	1 180 502	-	-	-	-	-	6 047 679
Total Sociétés pétrolières	308 379 533	167 086	192 337 202	385 474 427	4 068 229	728 491	354 150	5 444 759	1 180 502	174 569	381 311	-	5 728	-	899 095 987
Declarations pétrolières	4 896 836	961 586	3 060 532	6 121 041	14 048 254	530 374	1 796 171	35 897 385	1 863 526	4 003 087	141 382	24 917	87 510	-	73 432 591
Total général	1 424 239 210	329 260 614	889 164 502	1 780 804 837	8 819 569 469	749 933 200	14 788 571	16 785 225 465	16 897 391	19 527 827	1 701 557	610 377	5 742 004	6 000	30 837 471 024

Source : Portail Fusion Déclaration ITIE Direction Générale des Douanes (Perception Dakar-Port) année 2021

Il ressort du tableau ci-dessus que les recettes versées par les sociétés minières et pétrolières à la Perception de Dakar port s'élèvent à **30 837 471 024 F CFA**. Ce montant représente 13,75% du total des recettes déclarées.

Une comparaison entre les données des déclarations de la Perception de Dakar-Port et celles figurant dans le portail Fusion a fait ressortir une parfaite concordance.

2.5 Vérification des déclarations de recettes de la DGCPT

Pour la gestion 2021, la DGCPT a déclaré, en tant que régie, le paiement des recettes présentées par le schéma n°5 suivant :

Schéma n°5 : Liste des recettes déclarées par la DGCPT

Recettes déclarées par la DGCPT au titre de la gestion 2021 :

- revenus issus Commercialisation de la part de la production de l'Etat
- frais de bornage
- appui institutionnel aux collectivités locales
- contribution foncière des propriétés bâties (CFPB)
- contribution foncière des propriétés non bâties (CFPNB)
- impôt du minimum fiscal (IMF)
- bonus
- dividendes versées à l'Etat
- contribution Economique Locale (CEL-VL, CEL-VA)
- autres flux de paiement significatifs (AFPS)

Le tableau n° 7 qui suit retrace le détail des déclarations de paiement fournies par la DGCPT.

Tableau n° 7 : Situation des recettes déclarées par la DGCPT

En F CFA

Entreprises déclarantes	Contribution Economique Spéciale (CEL-VL, CEL-VA)	Dividendes versées à l'Etat	Frais de bornage	AFPS	Total général
Sociétés minières					
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières - COGECA	122 555 125	-	-	835 000	123 390 125
Dangote Industrie Sénégal SA - DANGOTE	-	-	-	1 700 000	1 700 000
GECAMINES	96 942 794	-	-	1 147 500	98 090 294
Société de Commercialisation du Ciment - SOCO CIM	1 550 000 000	-	-	20 070 000	1 570 070 000
Total Sociétés minières	1 769 497 919	-	-	23 752 500	1 793 250 419
Sociétés pétrolières					
Fortesa International Senegal	-	14 646 000	-	-	14 646 000
Total Sociétés pétrolières	-	14 646 000	-	-	14 646 000
Déclarations unilatérales	-	-	6 000 000	13 614 000	19 614 000
Total général	1 769 497 919	14 646 000	6 000 000	37 366 500	1 827 510 419

Source : Déclaration ITIE DGCPT année 2021

Les recettes versées par les sociétés minières et pétrolières à la DGCPT s'élèvent à **1 827 510 419 F CFA**, soit 0,81% du total des recettes déclarées.

Par ailleurs, la vérification de toutes les déclarations par poste comptable et par taxe révèle que, en plus des flux que la DGCPT a perçus en tant que régie déclarante, elle a procédé à l'encaissement d'autres taxes tel que présenté au tableau n° 8 qui suit.

Tableau n° 8 : Autres recettes ITIE 2021 encaissées par la DGCPT par taxe et par poste comptable

Région	CARRIERE PRIVE TEMPORAI RE	Droits d'entrée fixe	Redevance minière	Redevance superficière	Taxe à la pollution	TAXE DE GRANITE	Taxe d'extraction	Taxe superficière	AFPS	Total général
Dakar (RGT)			6 342 470 293							6 342 470 293
DIOURBEL			78 773 000	29 358 000						108 131 000
Fatick		2 000 000	8 131 000		2 000 000				5 322 255	17 453 255
Kaffrine			14 942 800							14 942 800
Kaolack			19 576 300							19 576 300
Kédougou	12 500 000	64 568 500	44 562 500	267 327 785		455 000			3 220 000	392 633 785
Louga		6 000 000	71 860 800	3 261 000						81 121 800
Matam		2 500 000	384 818 131				6 000 000	13 632 000		406 950 131
Saint Louis			28 159 100					665 600		28 824 700
Tambacounda		11 500 000	18 833 174 769	2 500 000				10 447 815		18 857 622 584
THIES			9 000 249 401		9 087 350					9 009 336 751
Ziguinchor			22 383 733							22 383 733
Total général	12 500 000	86 568 500	34 849 101 827	302 446 785	11 087 350	455 000	6 000 000	24 745 415	8 542 255	35 301 447 132

*Le montant total de 35 301 447 132 FCFA représente les recettes qui sont du ressort des autres régies mais encaissées par la DGCPT et figurant dans sa comptabilité auxiliaire des recettes minières et pétrolières

Par courrier n°00260/MFB/DGCPT/CT-SEYE du 04 mai 2022 portant transmission des formulaires de recettes recouvrées par les services comptables de la DGCPT auprès des entreprises et autres entités opérant dans le secteur extractif, le Trésor déclare avoir perçu un montant total de 37 127 639 201 FCFA.

Cependant, la vérification des formulaires de déclaration produits à la Cour a permis de dégager un montant de 37 128 957 551 FCFA, d'où un écart de **1 318 350 FCFA**.

Interpellée, la DGCPT considère que les données agrégées des postes comptables sont concordantes avec l'état de synthèse des formulaires transmis à la Cour.

La Cour confirme l'écart de **1 318 350 FCFA** qu'elle détaille dans le tableau ci-après.

Tableau n°9 : Situation des écarts entre les situations par poste comptable et les montants des déclarations calculés par la Cour

Poste	Pointage Cour	Situations par poste comptable	Ecarts
TPR Diourbel	108 131 000	108 131 000	-
TPR Louga	81 121 800	81 121 800	-
Perception Matam	406 950 131	407 950 131	- 1 000 000
TPR Saint Louis	28 824 700	26 324 700	2 500 000
TPR THIES	9 266 847 170	9 266 847 170	-
TPR Ziguinchor	22 383 733	22 565 383	- 181 650
TPR Tambacounda	18 857 622 584	18 857 622 584	-
TPR Kédougou	392 633 785	392 633 785	-
RGT	6 342 470 293	6 342 470 293	-
Perception Rufisque	1 570 000 000	1 570 000 000	-
TPR Kaolack	19 576 300	19 576 300	-
TPR Kaffrine	14 942 800	14 942 800	-
TPR Fatick	16 785 255	16 785 255	-
TPR Gossas	668 000	668 000	-
	37 128 957 551	37 127 639 201	1 318 350

Il ressort également des rapprochements effectués par la Cour entre la situation des déclarations établies par la DGCPT et celle extraite du portail FUSION, un écart de **2 558 705 FCFA**.

Interrogée, la DGCPT indique qu'il n'existe pas d'écart entre le total des déclarations sur formulaire et le total des recettes perçues et saisies dans le portail fusion.

La Cour confirme l'écart de 2 558 705 FCFA résultant de la différence entre la situation des recettes recouvrées par les services comptables de la DGCPT arrêtée à 37 127 639 201 FCFA et transmise à la Cour par lettre n°000260/ MFB/DGCPT/CT-SEYE du 04 mai 2022 et celle figurant au portail FUSION arrêtée à 37 125 080 496 FCFA.

2.6. Réconciliation des déclarations des régies et de la comptabilité auxiliaire de la DGCPT

Le rapprochement entre les montants retracés dans la comptabilité auxiliaire de la DGCPT arrêtés à 37 125 080 494 FCFA et les déclarations des régies établies à 224 342 434 546 FCFA fait ressortir un écart global de **187 217 354 050 FCFA** détaillé dans le tableau n°10 suivant :

Tableau n°10 : Situation détaillée des écarts entre les déclarations des régies et les montants retracés dans la comptabilité auxiliaire de la DGCPT

REGIES	NOMENCLATURE DES FLUX	DECLARATIONS DES REGIES (1)	COMPTABILITE AUXILIAIRE DE LA DGCPT (2)	ECART (3) = (1)-(2)
DEEC	AFPS	960 000	-	960 000
	AUTRES	-	9 247 350	- 9 247 350
	TAXE A LA POLLUTION	-	1 000 000	- 1 000 000
	Taxe superficière	134 983 900	87 672	134 896 228
Total DEEC		135 943 900	10 335 022	125 608 878
DEFCS	AFPS	-	-	-
	Appui Institutionnel (Fond d'appui Min Env)	447 331 482	-	447 331 482
	Taxe d'abattage	88 213 896	-	88 213 896
Total DEFCS		535 545 378	-	535 545 378
DGCPT	AFPS	37 366 500	-	37 366 500
	Appui Institutionnel aux collectivités locales	-	-	-
	AUTRES	-	100 692 255	- 100 692 255
	BONUS	-	-	-
	CFPB	-	-	-
	CFPNB	-	-	-
	Contribution Economique Spéciale (CEL-VL, CEL-VA)	1 769 497 919	1 789 497 919	- 20 000 000
	Dividendes versées à l'Etat	14 646 000	-	14 646 000
	DROITS D'ENTRE FIXES	-	72 572 500	- 72 572 500
	Frais de bornage	6 000 000	-	6 000 000
	I.M.Fiscal	-	-	-
	REDEVANCE MINIERE	-	585 028 631	- 585 028 631
	Revenu Issus Commercialisation part Etat	-	-	-
	TAXE A LA POLLUTION	-	1 000 000	- 1 000 000
Taxe superficière	-	304 543 035	- 304 543 035	
Total DGCPT		1 827 510 419	2 853 334 340	- 1 025 823 921
DGD	DROIT DE DOUANE	8 819 569 469	-	8 819 569 469
	DROITS D'ACCISES SUR LES SACHETS PLASTIQUES	6 000	-	6 000
	DROITS D'ACCISES SUR LES VEHICULES	16 897 391	-	16 897 391
	INTERETS DE RETARD	19 527 827	-	19 527 827
	PRELEV.COMMUNAUTAIRE.SOLID.	1 424 239 210	-	1 424 239 210
	PRELEVEMENT COSEC	329 260 614	-	329 260 614
	PRELEVEMENT PROMAD	749 933 200	-	749 933 200

REGIES	NOMENCLATURE DES FLUX	DECLARATIONS DES REGIES (1)	COMPTABILITE AUXILIAIRE DE LA DGCPT (2)	ECART (3) = (1)-(2)
	PRELEVEMT COMUNAUTAIRE CEDEAO	889 164 502	-	889 164 502
	REDEVANCE MINIERE	-	150 000	- 150 000
	REDEVANCE STATISTIQUE	1 780 804 837	-	1 780 804 837
	TAXE ACOMPTE BIC	1 701 557	-	1 701 557
	TAXE ENREGISTREMENT VEHICULES DE moins 13 CH	14 788 571	-	14 788 571
	TAXE ENREGISTREMENT VEHICULES DE PLUS DE 13 CH	610 377	-	610 377
	TAXE INTERIEURE	5 742 004	-	5 742 004
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	16 785 225 465	-	16 785 225 465
	Total DGD	30 837 471 024	150 000	30 837 321 024
	AFPS	756 350 418	-	756 350 418
	BONUS	-	-	-
	CSMC	363 390 654	-	363 390 654
	Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation	19 739 998 251	-	19 739 998 251
	LM.Forf	-	-	-
	IRVM	4 611 898 025	-	4 611 898 025
	IS	5 124 332 452	-	5 124 332 452
	IS (bénéf non pétrolier/minier)	-	-	-
	REDEVANCE MINIERE	-	6 343 970 293	- 6 343 970 293
	Redressements Fiscaux	27 569 864 478	-	27 569 864 478
	Ret. à la source sur bénéf non cciale	5 894 720 934	-	5 894 720 934
	ret. Sourc. Sommes versées 1/3	272 310 414	-	272 310 414
	Retenues à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE)	25 952 526 395	-	25 952 526 395
	Surtaxe Foncière	-	-	-
	Taxe Spéciale sur le Ciment	15 485 804 055	-	15 485 804 055
	Taxe superficière	-	5 716 160	- 5 716 160
	Taxe sur le Ciment	11 904 382 771	-	11 904 382 771
	TVA	31 488 107 958	-	31 488 107 958
	TVA précomptée	155 490 611	-	155 490 611
	Total DGID	149 319 177 416	6 349 686 453	142 969 490 963
	AFPS	-	-	-
	Appui Institutionnel	654 429 748	-	654 429 748
	DROITS D'ENTRE FIXES	-	11 500 000	- 11 500 000
	Droits d'entrées/fixes	22 198 440	-	22 198 440
	Redevance superficière	143 189 565	-	143 189 565
	Redevances Minières	40 422 919 947	27 874 673 470	12 548 246 477
	TAXE A LA POLLUTION	-	1 300 000	- 1 300 000
	Taxe d'extraction	444 048 709	-	444 048 709
	Taxe superficière	-	24 101 211	- 24 101 211
	Total DMG	41 686 786 409	27 911 574 681	13 775 211 728
	Total général	224 342 434 546	37 125 080 496	187 217 354 050

Le montant de 187 217 354 050 FCFA inclut l'écart de **142 969 490 963 FCFA** noté après rapprochement des données de la comptabilité auxiliaire du Trésor au titre des recettes recouvrées par la DGID et les déclarations de la DGCPT soumises à la Cour.

Selon la DGCPT, les données communiquées ne concernent que les recettes perçues directement par elle en tant que régie.

La Cour rappelle que, outre les recettes qu'elle recouvre en tant qu'entité déclarante, la DGCPT est chargée de retracer dans sa comptabilité les recettes recouvrées par les autres régies (DGID, DEFCS, DMG et DGD). Par conséquent, toutes les recettes recouvrées et reversées par ces régies doivent être retracées dans la comptabilité auxiliaire du Trésor.

Par ailleurs, la Cour souligne que malgré les circulaires n°30/MFB/DGCPT/DCP/DRC du 17 avril 2019 portant sur les modalités de suivi des recettes extractives dans les postes comptables et n°23/MFB/DGCPT/DCP du 28 avril 2021 sur l'imputation des recettes ITIE recouvrées par la DGID, il subsiste toujours des écarts entre les déclarations de l'administration fiscale et celles inscrites dans la comptabilité auxiliaire des services du Trésor.

Recommandation n°2

La Cour invite le Ministre des Finances et du Budget à demander à ses services compétents de prendre les dispositions nécessaires pour une comptabilisation exhaustive et détaillée des recettes issues des industries extractives retraçant la nature, le montant, le bénéficiaire, la partie versante et le mode de paiement.

III. Conclusions

Sur la base des travaux réalisés, la Cour atteste que les recettes déclarées par la DGID, la DGD, la DMG, la DEEC, la DEFCCS et la DGCPT, concernant les industries extractives au titre de la gestion 2021, sont, dans tous leurs aspects significatifs, conformes à la situation desdites recettes comptabilisées dans les comptes du Receveur général du Trésor (RGT) et des TPR à la fin de l'exercice budgétaire 2021, **sous réserve** de :

- la comptabilisation, au titre de la gestion 2021, par la DEEC, des recettes d'un montant de 2 064 000 FCFA encaissées en 2022 à titre de taxe superficielle ;
- la correction de l'écart de 1 318 350 FCFA résultant de la différence entre le montant total des recettes perçues par les TPR et la RGT et celui obtenu par la Cour après pointage des différentes déclarations transmises par la DGCPT ;
- la rectification de l'écart de 2 558 705 FCFA entre le total des déclarations établies par la DGCPT et celui figurant au portail FUSION ;
- la correction de l'écart de **187 217 354 050 FCFA** entre les montants retracés dans la comptabilité auxiliaire de la DGCPT arrêtés à 37 125 080 496 FCFA et les déclarations des régies établies à 224 342 434 546 FCFA tel que détaillé dans le tableau n°10.

Le Président



Babacar BAKHOUM

Le Greffier



Malick Mangor NDONG

ANNEXES

Annexe 1 : Récapitulatif des déclarations par entreprise en 2021

En F CFA

Entreprises déclarantes	DEFCS	DGID	DGCPT	DMG	DEEC	DGD	Total général
Sociétés minières							
African Investment Group SA - AIG	3 500 000	3 192 891		7 883 480			14 576 371
Agem Sénégal Exploration SUARL - AGEM	4 790 000	3 175 853 598		3 310 000			325 953 598
BARRICK GOLD SENEGAL EX RANGOLD RESOURCES SENEGAL				80 000 000			80 000 000
Ciments du Sahel- CDS		14 442 716 395		202 845 744			14 645 562 139
Compagnie Générale d'Exploitation des Carrières - COGECA	13 000 000	1 474 135 719	123 390 125	115 766 548			1 726 292 392
Dangote Industrie Sénégal SA - DANGOTE		13 443 382 406	1 700 000	94 390 318			13 539 472 724
GECAMINES		2 210 656 239	98 090 294	635 169 557			2 943 916 090
G-PHOS SA							
Grande Côte Opérations - GCO		14 865 173 473		6 601 266 181			21 466 439 654
LA M GOLD BOTO SA	55 186 200			66 986 015			121 272 215
Industries Chimiques du Sénégal - ICS		8 629 262 289					8 629 262 289
Petowal Mining Company SA - PMC		16 747 678 505		8 871 255 123			25 618 933 628
Sabodala Gold Operations - SGO	244 113 282	18 900 374 964		24 021 989 451			43 166 477 697
Sabodala Mining Company - SMC	54 247 396	207 199 797		24 663 033			286 110 226
Sephos Senegal SA - SEPHOS		63 544 111		174 687 417			238 231 528
Société de Commercialisation du Ciment - SOCOCIM		36 789 157 734	1 570 070 000	193 846 793			38 553 074 527
Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental - MIFERSO		551 340 034		370 971 830			922 311 864
Société Minière de la Vallée du Fleuve Sénégal - SOMIVA		5 000 000					5 000 000
Société pour le Développement de l'Industrie, du tourisme et de l'habitat au Sénégal - SODEVIT							
Société Sénégalaise des Phosphates de Thiès - SSPT	12 572 000	212 412 867		62 400			225 047 267
SORED MINES							
STATEX EMC SA	18 500 000						18 500 000
TALIX MINES SARL EX TETA CAR				69 720 482			69 720 482
Baobab Mining and Chemical Corp SA BMCC				13 993 350			13 993 350
G-PHOS SA							
SOMIVA					2 064 000		2 064 000
Sabodala Gold Operations					102 506 250		102 506 250
SOCOCIM					9 413 650		9 413 650
ICS					960 000		960 000
Dangote Cément					21 000 000		21 000 000
AGEM SENEGAL EXPLO RATION SUARL ALMADIES DAKAR						84 511	84 511
CEMENT SN SA DANGOTE RUE DAKAR						6 262 651 613	6 262 651 613
COGECARTE DIAMAGUENE DAKAR						276 984 131	276 984 131
GECAMINES SA CITE THIES						479 684 789	479 684 789

G-PHOS SAU DAKAR									210 818	210 818
GRANDE COTE OPERATIONS NGOR DAKAR									202 651 003	202 651 003
PETOWAL MINING SA COMPANY ZONE NGOR-ALMADIES DAKAR									237 349 568	237 349 568
SABODALA GOLD OPERATIONS ALMADIE DAKAR									601 569 229	601 569 229
SEPHOS SENEGAL SA RUE DAKAR									460 323	460 323
SOCOCIM RUE DAKAR									7 163 168 713	7 163 168 713
SOREDMINES YOFF DAKAR									16 073 308	16 073 308
STE CIMENTS DU SAH EL RTE DAKAR									14 582 859 321	14 582 859 321
STE MINI.V.F.SEN. SA BLD POINT E DAKAR									40 220 289	40 220 289
STE SOCOCIM RTE. 55 PLATEAU DAKAR									974 830	974 830
Total Sociétés minières	405 908 878	128 863 081 022	1 793 250 419	41 547 907 722	135 943 900	29 864 942 446				202 611 034 387
Sociétés pétrolières										
BP Sénégal Investments Limited		3 303 839 210								3 303 839 210
Capricorn										
Fortesa-International-Senegal		44 123 830	14 646 000							58 769 830
Kosmos Energy Sénégal										
Oranto Petroleum										
Société des pétroles du Sénégal - PETROSEN		1 112 644 050								1 112 644 050
TOTAL E&P Sénégal		78 890 701								78 890 701
Woodside Energy Senegal		5 604 732 520								5 604 732 520
ENERGIE WOODSIDE DAKAR									885 451 283	885 451 283
FORTESA INTERNATIO NAL L.D.C AVE DAKAR									3 357 381	3 357 381
LIMITED BP SENEGAL QRT DAKAR									4 239 644	4 239 644
PETROSEN AVE PLATEAU DAKAR									6 047 679	6 047 679
Total Sociétés pétrolières	10 144 230 311	10 144 230 311	14 646 000						899 095 987	11 057 972 298
Déclarations unilatérales	129 636 500	10 311 866 083	19 614 000	138 878 687					73 432 591	10 673 427 861
Total général	535 545 378	149 319 177 416	1 827 510 419	41 686 786 409	135 943 900	30 837 471 024				224 342 434 546

LISTE DES TABLEAUX ET ANNEXES

Tableau n°1 : Situation des recettes déclarées par la DGID pour la gestion 2021	11
Tableau n°2 : Ecart entre la balance du Trésor et les déclarations des régies.....	12
Tableau n°3 : Situation des recettes déclarées par la DMG pour la gestion 2021	14
Tableau n° 4 : Situation des recettes déclarées par la DEEC	15
Tableau n°5 : Situation des recettes déclarées par la DEFCCS.....	15
Tableau n°6 : Situation des recettes minières et pétrolières liquidées par la DGD et recouvrées par le Percepteur de Dakar Port gestion 2021	17
Tableau n° 7 : Situation des recettes déclarées par la DGCPT.....	18
Tableau n° 8 : Autres recettes ITIE 2021 encaissés par la DGCPT par taxe et par poste comptable....	19
Tableau n°9 : Situation des écarts entre les situations par poste comptable et les montants des déclarations calculés par la Cour.....	19
Tableau n°10 : Situation détaillée des écarts entre les déclarations des régies et les montants retracés dans la comptabilité auxiliaire de la DGCPT	20
Annexe 1 : Récapitulatif des déclarations par entreprise en 2021	23
Annexe 2 : Situation des recettes par nature de taxe en 2021.....	25

Annexe 2 : Situation des recettes par nature de taxe en 2021

		<i>En F CFA</i>						
Entreprises déclarantes	DEFCS	DGID	DGCPT	DMG	DEEC	DGD	Total général	
AFPS	-	756 350 418	37 366 500	-	960 000	-	794 676 918	
Appui Institutionnel (Fond d'appui Min Env)	447 331 482	-	-	-	-	-	447 331 482	
Appui Institutionnel aux collectivités locales	-	-	-	-	-	-	-	
BONUS	-	-	-	-	-	-	-	
CFPB	-	-	-	-	-	-	-	
CFPNB	-	-	-	-	-	-	-	
Contribution Economique Spéciale (CEL-VL, CEL-VA)	-	-	1 769 497 919	-	-	-	1 769 497 919	
CSMC	-	363 390 654	-	-	-	-	363 390 654	
Dividendes versées à l'Etat	-	-	14 646 000	-	-	-	14 646 000	
Frais de bornage	-	-	6 000 000	-	-	-	6 000 000	
Frais d'inscription d'une concession minière ou d'un permis d'exploitation	-	19 739 998 251	-	-	-	-	19 739 998 251	
I.M.Fiscal	-	-	-	-	-	-	-	
I.M.Forf	-	-	-	-	-	-	-	
IRVM	-	4 611 898 025	-	-	-	-	4 611 898 025	
IS	-	5 124 332 452	-	-	-	-	5 124 332 452	
IS (bénéf non pétrolier/minier)	-	-	-	-	-	-	-	
Redressements Fiscaux	-	27 569 864 478	-	-	-	-	27 569 864 478	
Ret. à la source sur bénéf non cétale	-	5 894 720 934	-	-	-	-	5 894 720 934	
ret. Sourc. Sommes versées 1/3	-	272 310 414	-	-	-	-	272 310 414	
Retenues à la source sur salaire (IR, TRIMF CFCE)	-	25 952 526 395	-	-	-	-	25 952 526 395	
Revenu Issus Commercialisation part Etat	-	-	-	-	-	-	-	
Surtaxe Foncière	-	-	-	-	-	-	-	
Taxe d'abatage	88 213 896	-	-	-	-	-	88 213 896	
Taxe Spéciale sur le Ciment	-	15 485 804 055	-	-	-	-	15 485 804 055	
Taxe sur le Ciment	-	11 904 382 771	-	-	-	-	11 904 382 771	
TVA	-	31 488 107 958	-	-	-	-	31 488 107 958	
TVA précomptée	-	155 490 611	-	-	-	-	155 490 611	
Redevances Minières	-	-	-	40 422 919 947	-	-	40 422 919 947	
Appui Institutionnel	-	-	-	654 429 748	-	-	654 429 748	
Droits d'entrées/fixes	-	-	-	22 198 440	-	-	22 198 440	
Redevance superficière	-	-	-	143 189 565	-	-	143 189 565	
Taxe d'extraction	-	-	-	444 048 709	-	-	444 048 709	
Taxe superficière	-	-	-	-	134 983 900	-	134 983 900	
PRELEV. COMMUNAUTAIRE.SOLID.	-	-	-	-	-	1 424 239 210	1 424 239 210	
PRELEVEMENT COSEC	-	-	-	-	-	329 260 614	329 260 614	
PRELEVEMENT COMUNAUTAIRE CEDEAO	-	-	-	-	-	889 164 502	889 164 502	

REDEVANCE STATISTIQUE	-	-	-	-	-	-	-	-	1 780 804 837	1 780 804 837
DRIT DE DOUANE	-	-	-	-	-	-	-	-	8 819 569 469	8 819 569 469
PRELEVEMENT PROMAD	-	-	-	-	-	-	-	-	749 933 200	749 933 200
TAXE ENREGISTREMENT VEHICULES DE moins 13 CH	-	-	-	-	-	-	-	-	14 788 571	14 788 571
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	-	-	-	-	-	-	-	-	16 785 225 465	16 785 225 465
DROITS D'ACCISES SUR LES VEHICULES	-	-	-	-	-	-	-	-	16 897 391	16 897 391
INTERETS DE RETARD	-	-	-	-	-	-	-	-	19 527 827	19 527 827
TAXE ACOMPTE BIC	-	-	-	-	-	-	-	-	1 701 557	1 701 557
TAXE ENREGISTREMENT VEHICULES DE PLUS DE 13 CH	-	-	-	-	-	-	-	-	610 377	610 377
TAXE INTERIEURE	-	-	-	-	-	-	-	-	5 742 004	5 742 004
DROITS D'ACCISES SUR LES SACHETS PLASTIQUES	-	-	-	-	-	-	-	-	6 000	6 000
Total général	535 545 378	149 319 177 416	1 827 510 419	41 686 786 409	135 943 900	30 837 471 024	224 342 434 546			